

Sous embargo jusqu'au 19 janvier 2010

La crise financière menace de faire reculer l'éducation dans le monde, selon un rapport de l'UNESCO

New York, 19 janvier – Suite à la crise financière mondiale, des millions d'enfants vivant dans les pays les plus pauvres de la planète risquent d'être privés d'accès à l'éducation, met en garde le *Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous 2010*. Alors que 72 millions d'enfants dans le monde ne sont toujours pas scolarisés, l'effet conjugué du ralentissement de la croissance économique, de l'augmentation de la pauvreté et de la pression accrue sur les budgets, pourrait venir entamer les progrès réalisés au cours des dix dernières années.

« Alors que les pays riches s'emploient à redresser leurs économies, de nombreux pays pauvres risquent de voir se dégrader très prochainement leur situation en matière d'éducation. Nous ne pouvons pas nous permettre qu'une génération d'enfants soit sacrifiée et privée de ses chances d'accéder à l'éducation et de sortir de la pauvreté », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

Le Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous, réalisé chaque année par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, évalue la progression au niveau mondial des six objectifs de l'Education pour tous sur lesquels 160 pays se sont engagés en 2000.

Intitulé « Atteindre les marginalisés », le Rapport 2010 note des avancées spectaculaires en matière d'éducation au cours des dix dernières années, ce qui contraste fortement avec la « décennie perdue » des années 1990. Depuis 1999, le nombre d'enfants non scolarisés a diminué de 33 millions et celui des enfants terminant le cycle primaire a augmenté.

En Afrique subsaharienne, le taux des inscriptions est cinq fois plus élevé que dans les années 1990. Des avancées rapides ont notamment été observées au Bénin et au Mozambique. En Asie du Sud et de l'Ouest, le nombre d'enfants non scolarisés a été largement divisé par deux, notamment grâce à des mesures encourageant l'intégration des filles au système éducatif. En Inde, le nombre d'enfants non scolarisés a chuté de près de 15 millions en deux ans seulement, entre 2001 et 2003.

Les disparités entre les sexes ont elles aussi diminué. En l'espace d'un cycle primaire, le rapport au Sénégal est passé de 85 filles pour 100 garçons à la parité.

Des chiffres de ce genre démentent l'idée reçue selon laquelle les pays pauvres seraient incapables de progresser rapidement en matière d'éducation. Cependant, le rapport « Atteindre les marginalisés » souligne que de nombreux pays auront beaucoup de mal à atteindre les objectifs adoptés en 2000 car les gouvernements ont été dans l'incapacité de remédier aux inégalités et les donateurs de tenir leurs engagements.

Les revers en matière d'éducation auront également des conséquences plus profondes. A la veille du grand sommet international de 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU, le rapport souligne que les opportunités manquées dans le domaine de l'éducation seront autant d'obstacles à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et aux progrès en matière de santé et dans d'autres domaines.

Selon les auteurs du rapport, l'Afrique subsaharienne doit faire l'objet d'une action prioritaire. Au vu du creusement des déficits budgétaires dans la région, les plans de dépenses pour l'éducation risquent de subir de douloureux réajustements. Conséquence directe de la crise, les dépenses publiques affectées aux systèmes éducatifs de la région pourraient être amputées de quelque 4,6 milliards de dollars par an en 2009 et 2010.

Le rapport exhorte les pays riches et le G20 à augmenter l'aide à des conditions favorables pour éviter de dégrader les budgets des pays les plus pauvres.

Il estime que les donateurs devront combler un déficit de financement de 16 milliards de dollars par an pour pouvoir atteindre l'objectif d'enseignement primaire universel d'ici 2015. Ces chiffres illustrent la négligence actuelle des gouvernements à l'égard de la lutte contre les inégalités extrêmes. Le monde ne parviendra à scolariser tous ses enfants qu'en mettant la marginalisation au centre des politiques d'éducation.

DES OBJECTIFS HORS DE PORTEE

A moins de cinq ans de l'échéance de 2015, le Rapport mondial de suivi signale que les chances d'atteindre les objectifs fixés s'amenuisent. Plusieurs indicateurs mondiaux sont préoccupants :

- Si les tendances actuelles se confirment, 56 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne seront toujours pas scolarisés en 2015.
- A l'heure actuelle, 71 millions d'adolescents ne sont pas scolarisés.
- Les disparités entre les sexes restent profondément ancrées : parmi les pays en développement, 28 présentent un rapport de dix garçons scolarisés en primaire pour neuf filles ou moins.
- Les filles représentent encore 54 % des enfants non scolarisés (et les filles exclues de l'école primaire ont beaucoup moins de chances que les garçons d'intégrer un jour le système scolaire).
- Il faudrait 10,3 millions d'enseignants supplémentaires dans le monde pour atteindre l'objectif d'enseignement primaire universel d'ici 2015.
- Peu de progrès ont été réalisés pour réduire de moitié le nombre d'adultes analphabètes, un phénomène qui touche aujourd'hui 759 millions d'adultes dont deux tiers de femmes.
- La malnutrition infantile reste une barrière majeure à la progression de l'éducation : 178 millions d'enfants âgés de 0 à 5 ans sont concernés et les chiffres ne cessent d'augmenter.
- Les jeunes qui sortent de l'école primaire sans savoir ni lire ni écrire sont encore bien trop nombreux. Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, 40 % des jeunes adultes ayant fréquenté l'école primaire pendant cinq ans sont malgré tout analphabètes.

Le rapport précise que la réalité est parfois pire que l'image reflétée par les statistiques nationales. Les résultats des études menées au sein des ménages montrent que les registres scolaires gonflent d'environ 30 % le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui sont effectivement scolarisés.

ECHEC COLLECTIF DE L'AIDE

On assiste à un échec collectif de la communauté des donateurs qui n'a pas respecté l'engagement pris en 2000 selon lequel « aucun pays qui [avait] pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation pour tous ne [verrait] ses efforts contrariés par le manque de ressources » :

- **Il manque** 16 milliards de dollars par an pour atteindre les objectifs d'Education pour tous ;
- **Les pays riches gonflent** le montant de l'aide consentie aux pays pauvres pour les aider à sortir de la crise financière ;
- **L'initiative de mise en oeuvre accélérée ne fonctionne pas** : la principale structure de coordination de l'aide à l'éducation doit être réformée en profondeur.

Les engagements en faveur de l'éducation de base, qui stagnaient depuis 2004, ont chuté de plus d'un cinquième en 2007. Les budgets d'aide de trois grands donateurs (France, Allemagne et Japon) continuent de refléter une certaine négligence des gouvernements à l'égard de l'éducation de base. En effet, ces pays allouent plus de la moitié de leur aide à l'enseignement secondaire et supérieur. L'Espagne en revanche a donné l'exemple en augmentant son aide à l'éducation de base de 78 % depuis 1999.

Le rapport estime que les pays à faibles revenus pourraient dégager 7 milliards de dollars supplémentaires par an, soit 0,7 % de leur PIB, en accroissant les ressources nationales et en affectant un plus grand pourcentage de leur budget à l'éducation. Cependant, même si ces gouvernements font le maximum pour augmenter leurs dépenses pour l'éducation, le Rapport mondial de suivi estime encore à 16 milliards de dollars annuels le **déficit à combler** pour les 46 pays à faibles revenus. Les estimations passées ont sous-estimé le coût des investissements nécessaires pour atteindre les principaux objectifs d'éducation car elles ne prenaient pas en compte les dépenses supplémentaires nécessaires à l'éducation des groupes les plus défavorisés.

Le rapport de l'UNESCO reconnaît qu'il sera difficile pour les donateurs d'augmenter leur aide dans le contexte actuel de forte pression budgétaire. Il faudra cependant accroître le niveau des aides de manière significative pour parvenir aux 16 milliards de dollars nécessaires à l'Education pour tous : l'aide actuelle pour l'éducation de base dans les 46 pays concernés représente seulement 2,7 milliards de dollars.

Les auteurs du rapport ont appelé le Secrétaire général des Nations Unies à convoquer une conférence de donateurs de haut niveau en 2010 pour tenter de combler ce déficit de financement.

Les pays riches et les institutions financières internationales ont présenté une vision déformée de leur aide aux pays en développement avec des rapports enjolivant souvent la réalité. « Les pays riches ont mobilisé des sommes colossales pour stabiliser leur système financier et protéger leurs infrastructures économiques et sociales les plus importantes, mais ils ont fourni une aide dérisoire aux pays pauvres », estime Kevin Watkins, Directeur du Rapport mondial de suivi.

La structure centrale de l'aide multilatérale doit être réformée en profondeur.

L'Initiative de mise en oeuvre accélérée a obtenu quelques résultats significatifs mais le Rapport de suivi mondial a identifié plusieurs problèmes qui ont mis à mal son efficacité. Les sommes débloquées sont très faibles, les pays en développement pèsent peu dans la

gouvernance, le rôle du secteur privé est réduit et les pays en proie à des conflits ne sont pas assistés de manière efficace.

Le rapport recommande une réforme profonde de l'Initiative de mise en œuvre accélérée. S'appuyant sur l'expérience des fonds internationaux destinés à la santé, les auteurs demandent à ce que des approches multilatérales plus efficaces soient adoptées dans l'éducation, en appliquant une stratégie de réduction du déficit de financement, d'amélioration des acquis de l'apprentissage et de renforcement de l'équité.

Il est également nécessaire d'améliorer l'**efficacité de l'aide** afin que cette aide puisse être davantage anticipée, l'action des donateurs plus coordonnée et les systèmes de gestion financière nationale mieux utilisés par les donateurs.

Les donateurs doivent aussi adopter une approche plus flexible afin d'améliorer l'assistance **aux pays en proie à des conflits**. Alors que ceux-ci comptent un tiers des enfants non scolarisés, ils ne perçoivent qu'un cinquième de l'aide pour l'éducation.

COMBATTRE LA PAUVRETE D'EDUCATION POUR PROGRESSER

Les inégalités extrêmes et persistantes liées à la pauvreté, au sexe, à l'ethnicité et à la langue ralentissent les progrès en matière d'éducation, compromettent la prospérité et empêchent de bénéficier pleinement du potentiel humain. Les opportunités manquées en matière d'éducation freinent la croissance économique et les efforts déployés pour réduire la pauvreté et améliorer la santé.

Le rapport utilise un nouvel outil de mesure (ensemble de données sur la marginalisation et les manques dans l'éducation) pour étudier l'étendue des désavantages à l'aide d'un seuil de « **pauvreté d'éducation** ». Ce seuil a été fixé à quatre années de scolarisation (minimum requis afin d'acquérir les compétences de base) pour les jeunes adultes âgés de 17 à 22 ans. Le rapport identifie 22 pays dont au moins 30 % des jeunes adultes sont en dessous de ce seuil et 11 pays d'Afrique subsaharienne où ce taux atteint au moins 50 %.

L'ensemble des données du Rapport de suivi mondial fait apparaître des disparités flagrantes entre les pays en matière d'accès à l'éducation :

- *Etre né dans une famille pauvre augmente de manière significative le risque de ne pas avoir accès à l'éducation.* Aux Philippines, on observe une différence de quatre années d'enseignement entre les foyers les plus riches et ceux les plus pauvres. Cette différence atteint sept ans en Inde.
- *Le sexe, la richesse et le lieu de vie ont une influence sur l'accès à l'éducation.* Au Nigeria, les jeunes âgés de 17 à 22 ans suivent en moyenne sept ans d'enseignement. Pour les femmes pauvres et issues de milieux ruraux du peuple haoussa, ce chiffre tombe à moins de 6 mois.
- *Les disparités à l'intérieur des pays sont souvent plus importantes que les disparités entre les pays.* Au Mexique, un quart des jeunes adultes de l'Etat du Chiapas au sud du pays a fréquenté l'école pendant moins de quatre ans, un chiffre qui s'élève à seulement 3 % pour la capitale.

- *Certains groupes sont fortement défavorisés.* Au Kenya, 51 % des bergers nomades somaliens âgés de 17 à 22 ans ont fréquenté l'école pendant moins de deux ans et ce chiffre atteint 92 % pour les femmes.
- *La langue et l'ethnicité renforcent souvent la marginalisation.* La Turquie a fait de rapides progrès en matière d'éducation mais les femmes kurdophones issues de milieux pauvres suivent un enseignement scolaire pendant trois ans en moyenne, ce qui les place au même niveau que la moyenne nationale du Tchad.

La marginalisation est alimentée par des désavantages structurels, l'inefficacité des politiques et la négligence des dirigeants politiques. Le rapport identifie des mesures capables de contrebalancer les inégalités persistantes dans l'éducation :

- *Rendre la scolarisation plus accessible et abordable financièrement.* Les gouvernements doivent aller au delà de la suppression des frais formels que constituent les frais de scolarité pour l'éducation de base en réduisant également les frais informels. Ils doivent par ailleurs fournir des incitations financières ciblées aux groupes défavorisés. Ainsi, on estime qu'un programme innovant mis en place au Cambodge, qui prévoit l'octroi de bourses aux familles dont la fille termine le cycle primaire à condition qu'elle intègre ensuite l'enseignement secondaire, a augmenté les inscriptions de 30 % au sein de ce groupe.
- *Renforcer l'environnement d'apprentissage.* Les gouvernements doivent garantir que les enfants marginalisés ont accès à un enseignement de qualité en offrant des incitations financières aux enseignants qui se rendent dans les régions rurales et dans les zones urbaines défavorisées, mais aussi en recrutant des professeurs issus de minorités ethniques. L'expérience de la Bolivie, où l'enseignement interculturel bilingue s'est développé rapidement depuis le milieu des années 1990, montre comment de telles réformes peuvent aider à surmonter des handicaps liés à la langue tout en remettant en cause des comportements socialement discriminatoires.
- *Développer les droits et les opportunités.* Les stratégies d'éducation doivent être intégrées à des programmes plus larges de lutte contre la marginalisation. Les politiques de protection sociale, notamment les programmes d'allocations en espèces, représentent un moyen efficace de lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité. La moitié des ménages qui reçoit des allocations en espèces dans le cadre d'un programme mis en œuvre en Ethiopie affirme pouvoir laisser leurs enfants à l'école plus longtemps. Les droits ont eux aussi un rôle à jouer et sont plus efficaces lorsqu'ils sont soutenus par une mobilisation politique, comme le montre la réussite du programme *kōhanga reo* de soutien de la langue maori en Nouvelle Zélande. Une redistribution plus équitable des dépenses publiques est aussi essentielle. Au Brésil, elle a été la pièce maîtresse d'une stratégie globale visant à mettre un terme au lien entre pauvreté, inégalité et marginalisation dans l'éducation.

Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.unesco.org/en/efareport/reports/2010-marginalization/embargo-media/>
nom d'utilisateur & mot de passe = media2010

Photos : www.unesco.org/en/photos/efa_2010

Un b-roll est également disponible.
Veuillez contacter Carole Darmouni,
Bureau de l'information du public de l'UNESCO
tél : +33 1 45 68 17 38 ; c.darmouni@unesco.org

Pour obtenir plus d'informations ou des interviews, contactez :

Agnès Bardon
Bureau de l'information du public de l'UNESCO
tél : +33 1 45 68 17 64 ; a.bardon@unesco.org

ou

Sue Williams
Bureau de l'information du public de l'UNESCO
tél : +33 1 45 68 17 06 ; s.williams@unesco.org

A New York :

Marisol Sanjines
tél : +1 646 4201 8036 ; m.sanjines@unesco.org